AFGHANISTAN

Un nouvel attentat suicide fait 12 morts à Kaboul

Au moins 12 personnes, dont trois employés de l'Otan, ont été tuées samedi dans un attentat suicide contre les forces étrangères à Kaboul, une attaque qui rappelle la précarité de la situation dans la capitale afghane, ensanglantée par des attaques des talibans au début du mois.

D'après «Soutien résolu», la mission de l'Otan dans le pays, trois sous-traitants civils qui travaillaient pour elle ont péri dans l'attentat, mais elle n'a pas précisé la nationalité des victimes, ni si elles figuraient dans le bilan de 12 morts fourni par les autorités afghanes. Les forces étrangères de l'Otan, mais aussi leurs homologues afghans, constituent les cibles de prédilection des insurgés islamistes dans ce conflit qui dure depuis la chute de leur régime en 2001.

Par ces attaques, les insurgés démontrent qu'ils sont capables de déjouer l'appareil sécuritaire au coeur de la capitale afghane, malgré la crise qui secoue leur direction depuis la désignation fin juillet de leur nouveau leader, le contesté mollah Akhtar Mansour. La déflagration, entendue à plusieurs kilomètres à la ronde, s'est produite vers 16h00, heure de sortie des bureaux, dans le quartier résidentiel de Macroyan, à proximité d'un hôpital, a indiqué à l'AFP Fraïdoun Obaïdi, chef de la police judiciaire de Kaboul. Le porte-parole du ministère afghan de la Santé, Wahidullah Mayar, a assuré que 12 personnes, dont un étranger, avaient été tuées et plus de 60 autres blessées. Sayed Kabir Amiri, le directeur des hôpitaux publics afghans, a confirmé ce bilan. L'attaque, qui n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, «visait un convoi de véhicules qui transportaient des civils employés par "Soutien résolu"», a déclaré à l'AFP le colonel américain Brian Tribus, porte-parole de la mission de l'Otan en Afghanistan.

«Un sous-traitant civil de "Soutien résolu" est mort dans l'attentat et deux autres ont succombé à leurs blessures», a-t-il ajouté, sans préciser leur nationalité.

Quelque 13 000 soldats de l'Otan et plusieurs milliers de sous-traitants civils sont encore déployés en Afghanistan dans le cadre de «Soutien résolu», une mission de conseil et de formation de leurs homologues afghans et sont les cibles de prédilection des rebelles talibans. Mais les civils payent le prix fort dans le conflit afghan, qui dure depuis plus de 13 ans. Dans la première moitié de cette année, les violences contre les civils ont atteint un record avec 1 592 morts et 3 329 blessés, selon la mission de l'ONU en Afghanistan (Unama). «Trop c'est trop. Tuez-nous ou laissez-nous vivre en paix !», s'est exclamée une passante témoin de l'explosion, sur la chaîne d'information *Tolo News*. Cette explosion survient deux semaines après une série de quatre attentats qui avaient ensanglanté la capitale afghane et fait près de 60 morts. Trois d'entre eux ont été revendiqués par les rebelles talibans, dont l'offensive estivale est particulièrement meurtrière cette année malgré les remous engendrés par la désignation d'un nouveau chef, le mollah Akhtar Mansour, successeur de leur défunt leader historique, le mollah Omar. Car une frange non négligeable des rebelles talibans, dont une partie de la famille du mollah Omar, nie toute légitimité au nouveau chef, auquel Ayman al-Zawahiri, numéro un d'Al-Qaïda, a toutefois fait allégeance. Les observateurs estiment que ces attaques sont destinées à démontrer que le mollah Mansour compte poursuivre le jihad dans les pas de son prédécesseur et convaincre les talibans les plus sceptiques. Les attentats du début du mois avaient soulevé une vague d'indignation et poussé le président afghan Ashraf Ghani à accuser son voisin pakistanais d'envoyer un «message belliqueux», en écho aux accusations de nombre d'Afghans qui jugent que le Pakistan souffle le chaud et le froid sur l'insurrection talibane.

Et, depuis, les pourparlers de paix entre Kaboul et les talibans, dont un premier round avait eu lieu au Pakistan début juillet, sont en suspens malgré une rencontre afghano-pakistanaise sur le sujet il y a une dizaine de jours.

Photo : DR

Des forces de sécurité et de police sur les lieux de l'attentat.

SYRIE

Au moins 20 morts dans des bombardements près de Damas

Au moins 20 personnes ont été tuées samedi et des dizaines blessés dans des bombardements des forces syriennes contre Douma, moins d'une semaine après des raids qui ont fait plus de 100 morts dans ce fief rebelle proche de Damas, selon une ONG.

«Il y a au moins 20 civils tués mais le bilan va sûrement s'alourdir car il y a au moins 200 blessés et disparus sous les décombres d'immeubles effondrés dans les raids aériens et les bombardements», a affirmé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La semaine dernière, plus de 100 personnes ont péri dans des raids de l'aviation syrienne à Douma, «un carnage» qui a provoqué un tollé international.

Selon M. Abdel Rahmane, la ville qui se trouve à l'est de Damas a été prise pour cible dès samedi matin par l'aviation et l'artillerie du régime.

Le conflit en Syrie a fait plus de 240 000 morts depuis mars 2011, selon l'ONG syrienne. Plus de quatre millions de Syriens ont fui le pays.

SELON UN RESPONSABLE PALESTINIEN

L'option de négociations avec Israël dans l'impasse

L'option des négociations avec Israël «est dans l'impasse, et le règlement de la question palestinienne s'annonce de plus en plus improbable actuellement», a affirmé samedi à Alger le membre du Conseil palestinien et président du comité des réfugiés Salah Salah.

Il est évident pour les dirigeants palestiniens que le pari d'un règlement politique n'a pas été gagné et que le processus de négociations est dans l'impasse, a soutenu le responsable palestinien qui intervenait aux travaux de la deuxième journée de l'université d'été du Parti des travailleurs (PT) consacrée à la situation prévalant en Palestine.

Pour M. Salah, continuer de s'attacher à cette option revient à accorder à l'ennemi israélien davantage de temps pour avancer dans son projet de confiscation des terres, de construction des colonies et de consécration de la séparation avec la bande de Ghaza.

Il a évoqué l'initiative française, rejetée par la partie israélienne et que les dirigeants palestiniens ont accueillie favorablement bien qu'elle n'ait pas tenu compte de leurs préalables à la reprise des négociations. Entre-temps, a-t-il dit, les Palestiniens vivent au rythme des exactions et crimes perpétrés par les colons israéliens. En outre, il est question d'un mécanisme pour maintenir les réfugiés dans les pays d'accueil en contradiction avec la résolution 194 de l'ONU sur le droit de retour.

Les travaux de l'université d'été du PT qui ont débuté vendredi se poursuivront jusqu'à lundi prochain pour débattre de plusieurs thèmes concernant notamment le mouvement ouvrier en Algérie, les lois de finances depuis 2009 ainsi que des questions internationales à l'instar de la crise grecque et ses implications.

IMMIGRATION

La police débordée par des centaines de migrants qui pénètrent en Macédoine

Des centaines de migrants, notamment des Syriens souhaitant se rendre en Europe occidentale, ont pénétré dans le sud de la Macédoine samedi face une police débordée, dans un no man's land à la frontière gréco-macédonienne, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Les migrants ont réussi à franchir les barbelés en bravant les forces de l'ordre qui lançaient des grenades assourdissantes.

Plus de 2 000 personnes se trouvaient depuis jeudi dans cette zone frontalière, située entre le village grec d'Idomeni et la ville macédonienne de Gevgelija, où elles ont passé la nuit de vendredi à samedi.

Les forces spéciales de la police macédonienne y sont déployées depuis jeudi pour tenter d'endiguer le flux migratoire. Des centaines d'autres y ont afflué durant la matinée en provenance du port grec de Thessalonique.

La police semblait avoir réussi à contenir la foule après ce passage en force de plusieurs centaines de personnes, a constaté un journaliste de l'AFP, en précisant qu'environ 1 500 migrants se trouvaient toujours dans le no man's land. On continuait à entendre de temps en temps les détonations de grenades. Les migrants qui ont réussi à franchir la frontière se sont dirigés vers la gare ferroviaire de Gevgelija d'où partent des trains de façon organisée vers la localité de Tabanovce, dans le nord de la Macédoine, à la frontière avec la Serbie.

Samedi après-midi, quelque 2 000 migrants se trouvaient à la gare, selon une journaliste de l'AFP. Des membres des organisations humanitaires leur distribuaient des vivres.

Pendant des semaines, la Macédoine a toléré l'entrée massive de migrants sur son territoire en provenance de la Grèce, mais le gouvernement de Skopje a décrété jeudi l'état d'urgence et dépêché dans la zone frontalière des forces.

MALI

Deux Casques bleus grièvement blessés par une mine

Deux Casques bleus ont été grièvement blessés samedi dans le nord du Mali lorsque leur véhicule a sauté sur une mine, a annoncé la Minusma, la mission de l'ONU dans le pays.

«Un véhicule de la Minusma qui escortait un convoi logistique a heurté une mine ou un engin explosif sur l'axe Ansongo — Ménaka, à 70 kilomètres à l'est d'Ansongo. L'explosion a détruit le véhicule et grièvement blessé deux soldats de la Minusma dont l'évacuation médicale est en cours», explique la Minusma dans un communiqué. Selon l'ONU, 56 Casques bleus ont été tués au Mali depuis le début de son intervention en 2013, faisant du nord-Mali un des théâtres d'intervention les plus meurtriers pour le personnel onusien.

Malgré l'opération militaire internationale lancée depuis 2013 pour chasser les groupes jihadistes qui occupaient le nord du Mali, cette vaste région désertique, très difficile à contrôler, est toujours instable.

Des petits groupes jihadistes restent actifs et lancent périodiquement des attaques, tandis que des groupes touareg pro-gouvernementaux et rebelles s'affrontent régulièrement, en dépit d'un accord global de paix signé au printemps.